

Ecole Paul-Souvray. Les parents se mobilisent contre la suppression d'1,5 poste

LE PUBLICATEUR LIBRE | jeudi 8 février 2018

690 mots



Des banderoles ont été installées depuis lundi 5 février.

Alors que la carte scolaire 2018-2019 est en cours d'élaboration, les parents d'élèves de l'école élémentaire Paul-Souvray sont inquiets et en colère contre le projet de l'administration de leur retirer le demi-poste du dispositif PMQC*.

« **Non à la suppression d'un poste et demi** », « **Parents en colère** » : depuis lundi, les banderoles fleurissent aux abords de la maternelle Charles-Perrault (rue Pierre-Neveu) et de l'école élémentaire Paul-Souvray (rue de Versailles). Présidée par Céline Blanchemain, l'APEPS (Association de Parents des Elèves des Ecoles Perrault Souvray) entend ainsi alerter la population sur la menace qui pèse sur l'école Paul-Souvray. Un établissement qui compte actuellement sept classes et deux ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire).

« Cela fait beaucoup »

« **Rien n'est encore officiel, mais, à la rentrée prochaine, l'administration a fait savoir, qu'au regard de la prévision des effectifs, elle allait supprimer un poste dans notre école, explique Françoise Bisson, secrétaire de l'APEPS. Ce qui est toutefois logique d'autant qu'un départ à la retraite est prévu** ». Et ce n'est donc pas sur ce point que les parents sont le plus en colère. « **Ce que nous exigeons, c'est le maintien du dispositif PMQC, qui avait été mis en place pour trois ans et qui risque de ne pas être renouvelé. Il permet à nos enfants de profiter, quelques heures par semaine, de la présence d'un maître supplémentaire dans la classe. Et principalement en CP et CE1. Nous trouvons que ce projet de suppressions va sérieusement pénaliser notre école. Cela fait beaucoup pour une seule** ».

Un contexte social

Les parents d'élèves ont déjà eu un entretien à ce sujet avec les élus locaux : le maire, Jacques Dalmont, et José Collado, conseiller départemental et maire-adjoint aux affaires scolaires. Ce dernier, s'il dit « **comprendre** » la suppression d'un poste, n'est « **pas d'accord** » avec la

disparition du demi-poste du dispositif PMQC. « **C'est une réelle plus-value pour ces enfants qui en ont besoin dans l'apprentissage des fondamentaux. Etant donné le contexte social de notre ville, on ne comprend pas ce choix** ».

L'élu fait également valoir l'engagement de la municipalité ces dernières années dans le domaine de l'éducation avec son PEDT (projet éducatif territorial) validé par l'Etat, le PTEAC (pôle territorial d'éducation artistique et culturelle) sur trois ans, « **qui a été très remarqué au niveau national** » et les TAP (temps d'activités périscolaires). Autant d'arguments qu'il comptait mettre en avant ce mercredi soir, à Alençon, lors d'un entretien avec Françoise Moncada, directrice départementale de l'inspection académique.

Mobilisation

En vue du CDEN (Conseil départemental de l'Education nationale) qui doit se tenir le 14 février à Alençon, et officialiser les projets d'ouvertures et de fermetures de postes, l'Association des Parents d'élèves des écoles Perrault/Souvray invite tous les parents, élus et citoyens à les rejoindre lors des mobilisations suivantes.

Judi 8 février dès 8 h 45 : occupation de l'école Paul-Souvray. « **il s'agira d'une action symbolique et nous laisserons nos enfants aller en classe** » tient à préciser Françoise Bisson. Vendredi 9 février à 16 h 30 : rassemblement dans la cour de l'école Paul-Souvray, suivi d'une discussion pour organiser la mobilisation du 14

Mercredi 14 février à 8 h : rendez-vous devant l'école Paul-Souvray pour un départ collectif à Alençon où se tiendra le CDEN.

**PMQC : Plus de maîtres que de classes*

Michel Moriceau